

Demande déposée le 07/10/2025 et complétée le 07/11/2025

N° DP 027 049 25 00108

Date de l’affichage de l’avis de dépôt en mairie : 09/10/2025

ARRÊTÉ N°URBA-2025188

Par :	Monsieur GOUGIS Arnaud
Demeurant à :	5, RUE DU CLOS LESSELIN 27330 BOIS ANZERAY
Sur un terrain sis à :	1513, ROUTE DE BOSC-RENOULT-EN-OUCHÉ BEAUMESNIL 27410 MESNIL EN OUCHE 49 ZL 81
Nature des Travaux :	ARRACHAGE D'UNE HAIE AVEC REPLANTATION

Le Maire de MESNIL-EN-OUCHÉ,

VU la déclaration préalable présentée le 07/10/2025 par Monsieur GOUGIS Arnaud,

VU l’objet de la déclaration :

- pour L’ARRACHAGE D'UNE HAIE AVEC REPLANTATION,
- sur un terrain situé 1513 ROUTE DE BOSC-RENOULT-EN-OUCHÉ – BEAUMESNIL à MESNIL-EN-OUCHÉ (27410),

VU le Code de l’Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU l’arrêté du 15 décembre 2015 fixant le Référentiel National de Défense Extérieure contre l’incendie et abrogeant les dispositions antérieures et contradictoires,

VU l’arrêté portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l’Incendie du Département de l’Eure du 1er mars 2017,

VU le Plan Local d’Urbanisme approuvé le 30/03/2021, modifié le 29/01/2024,

Considérant que la parcelle cadastrée ZL 81 et classée en zone A du PLU de la commune de Mesnil En Ouche est soumise aux dispositions d’un traitement environnemental et paysager, des éléments de paysage, (sites et secteurs) à préserver pour des motifs d'ordre écologique : Haie et alignement boisé à protéger au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que le projet consiste à arracher 94 mètres de haie et à replanter 173 mètres de haies sur la même parcelle,

ARRÊTÉ

Article 1 : La présente déclaration préalable fait l’objet d’une décision de non opposition sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l’article 2.

Article 2 : La haie concernée par l’arrachage est un élément de paysage à préserver pour des motifs d’ordre écologique haie et alignement boisé à protéger au titre L151-23 du code de l’urbanisme.

Cependant, le PLU précise, au titre du traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des abords de construction en zone A, que :

- En limite avec les zones Agricoles et Naturelles non comprises dans un Espace Boisé Classé, un traitement végétal soigné doit être assuré pour traiter les interfaces avec les milieux ouverts (alignement boisé sur talus, haie arbustive).

En conséquence, même si la haie n'est pas protégée en tant que telle dans le PLU de la commune de Mesnil En Ouche, son arrachage implique une obligation de replantation compensatoire, dans une logique de continuité paysagère et environnementale, conformément aux réglementations en vigueur hors PLU.

A MESNIL-EN-OUCHÉ,
Le 2 Décembre 2025

PAR DÉLÉGATION
Christelle MONNIER

Le Maire,
1er Adjoint au Maire Jean-Louis MADELON



NOTA BENE : La présente autorisation est soumise au paiement d'une taxe d'aménagement et d'une redevance d'archéologie préventive. Elles seront exigibles à la date d'achèvement des opérations imposables (date à laquelle la construction est habitable ou utilisable) en application de l'article 1406 du code général des impôts. Le bénéficiaire devra déclarer les caractéristiques de son bien dans les 90 jours de son achèvement sur les service "gérer mes biens immobiliers" disponible sur l'espace sécurisé impôts.gouv.fr.

Le recouvrement de la taxe fait l'objet de l'émission de deux titres de perception correspondant à deux fractions égales à la moitié de la somme totale à acquitter, ou de l'émission d'un titre unique lorsque le montant n'excède pas 1 500 €.

Le titre unique ou le premier titre est émis à compter de quatre-vingt-dix jours après la date d'exigibilité de la taxe. Le second titre est émis six mois après la date d'émission du premier titre en application de l'article L 331-24 du code de l'urbanisme.

Le projet devra respecter les prescriptions techniques du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie approuvé par arrêté préfectoral en date du 01/03/2017.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Par dérogation au régime de droit commun, le décret n°2016/6 en date du 05/01/2016 porte le délai de validité à 3 ans. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année (deux fois) si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation accordée au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation accordée et de lui permettre de répondre à ses observations.

URBA-2025188

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.